

tères de l'Industrie là-bas. J'ai tout lieu de croire que les industriels étrangers doivent s'adresser au gouvernement fédéral pour savoir quelle serait la région avantageuse, quelle serait la ville avantageuse pour installer une succursale.

Je voudrais bien que l'honorable ministre réponde à cette question-là. Alors, monsieur le président, je termine avec des remarques, et j'espère bien que lorsque l'honorable ministre prendra la parole, il nous donnera des réponses précises à ces questions.

[Traduction]

M. Peters: Monsieur le président, j'ai écouté jusqu'à la fin avec un certain intérêt tout ce que les préopinants avaient à dire, et il est probable que la teneur de mes remarques s'écartera passablement de certaines des remarques que nous avons entendues. La plupart des gens au Canada se sont beaucoup intéressés au ministère de l'Industrie, car celui-ci leur semblait pour ainsi dire le pendant de certains des autres ministères fédéraux que nous avons créés, à savoir le ministère de l'Agriculture, le ministère des Mines et des Relevés techniques et le ministère des Pêcheries, et il semblait logique que le ministère de l'Industrie joue à son tour, dans le domaine de l'industrie, le même rôle que ces trois ministères jouent dans le domaine qui leur est propre.

Il est possible que c'était là l'objectif que visait ce ministère, mais à mon avis, il n'a certainement pas atteint son but. Le développement industriel du Canada est à peu près le même qu'il y a cinq ans. Et à l'heure actuelle, on a déjà dépensé 31 millions de dollars, alors que particulièrement dans le domaine qui m'intéresse, on n'a pas fait grand-chose permettant de nous assurer que cet argent est bien dépensé.

Je commencerai par déclarer, monsieur le président, que j'ai cru remarquer, lorsque j'ai eu affaire à ce ministère, qu'on y a rassemblé un groupe d'hommes très compétents, du moins dans un large secteur du ministère; mais je me hâterai d'ajouter qu'à mon avis, ils n'ont pas encore fait grand-chose, si ce n'est dans les secteurs d'activité identiques à ceux de leurs homologues du ministère de la Production de défense. Je veux parler des services spéciaux où nous avons permis à l'industrie d'avoir la haute-main. Il n'est que de regarder quelques-uns de ces services pour savoir qui exerce le contrôle. Quand on voit comment l'industrie contrôle ces services, on se rend compte qu'il n'y a aucun espoir réel de progrès dans ces secteurs puisque l'industrie a la haute main sur les fonctionnaires. Il est clair que ces derniers ne s'occuperont pas des petites gens ni des nouveaux-venus; ils ne se soucieront

pas davantage du développement de toute industrie visée par leur service et qui est susceptible de modifier le statu quo de ceux qui les ont installés. C'est un fait incontestable, à mon avis.

Je n'ai pas l'intention d'étudier ce rôle, mais il est temps, je crois, que certains d'entre nous observent le ministère de l'Industrie, car quiconque le fera, constatera, j'en suis sûr, qu'il n'accomplit pas ce que l'on attendait de lui ou ce que la plupart des députés ici peuvent croire qu'il a fait, si vraiment ils n'ont pas prêté beaucoup d'attention à ce ministère particulier parce qu'il n'avait rien à voir avec leur circonscription. On ferait bien, je pense, de l'observer car ce ministère est devenu une petite hiérarchie du service civil qui prendra plus d'ampleur mais demeurera stérile. Il n'en résultera rien, je crois, à moins que l'on reprenne très prochainement des dispositions. Comme je l'ai dit, j'ai fait la connaissance de certains de ses fonctionnaires; ils sont très compétents. Toutefois, selon moi, ils n'aboutissent à rien.

Je voudrais parler d'un domaine qui m'intéresse spécialement et que je connais assez bien, c'est-à-dire des régions désignées et de leur rôle à l'intérieur du ministère. D'abord, monsieur le président, puis-je signaler à la Chambre ce qui s'est produit l'autre jour? Cela expliquera probablement le problème, du moins en partie. J'ai entendu plusieurs députés dire que le ministre a fait d'excellente besogne, qu'il sait exactement ce qu'il fait et ainsi de suite. Je ne crois pas que ce soit vrai, et le premier ministre se range à mon avis, je pense. Cela, pour la simple raison que le premier ministre représente une circonscription du Nord de l'Ontario, tout comme moi, et il s'inquiète du fait que le ministère de l'Industrie et le programme dit des régions désignées n'a, en rien, amélioré le sort des gens du Nord de l'Ontario, pas plus que celui de ceux des Maritimes et des régions septentrionales de la Saskatchewan, de l'Alberta, de la Colombie-Britannique, du Québec, et des autres régions éloignées des grandes agglomérations urbaines du Canada. Je suis persuadé que les habitants de ces régions trouveront que le programme ne leur a pas été utile. Le programme des régions désignées ne les a pas aidés du tout.

• (3.30 p.m.)

Le premier ministre a visité sa circonscription il y a quelques semaines; une délégation lui a signalé que la région ne recevait absolument aucune aide en vue de persuader l'industrie à s'y installer. Plus important encore, ils lui ont dit que la région ne recevait aucune aide pour la tenue d'une enquête ou d'un inventaire des ressources afin de voir